

Bijlage bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten voor de erkenning van de ondernemingen met aangepast werk

Erkenningsnummer van de onderneming met aangepast werk	Naam	Quotum op 01.01.97
3	O.N.A.	30
6	A.P.A.M.	121
9	Chainon	66
10	Espoir	100
11	Ouvroir	39
14	Ligue Braille	81
17	A.B.P.	54
18	A.P.R.E.	110
131	Renaitre	128
132	Manufast	190
172	Jeunes Jardiniers	90
181	Travail et Vie	309
185	Serre-Outil	38
186	Pak 1	97
194	Nos Pilifs	62
195	Paris	25
199	Travco	90

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschaps-commissie tot vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten voor de erkenning van de ondernemingen met aangepast werk.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Ch. PICQUE,

Lid van het College belast met Bijstand aan Personen

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College



F. 97 — 1146

[C — 97/31165]

13 MARS 1997. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française fixant les conditions d'octroi d'une intervention dans la rémunération et les charges sociales supportées par les entreprises de travail adapté pour les travailleurs handicapés qu'elles occupent

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu l'article 8 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes publics;

Vu l'article 83, § 3 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'article 4, 1° des décrets des 19 et 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 23 janvier 1997 visant à promouvoir l'intégration professionnelle des personnes handicapées, notamment l'article 19, alinéa 1^{er}, 2°;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 mars 1997 fixant les conditions et modalités d'agrément des entreprises de travail adapté;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 fixant la répartition des compétences entre ses membres;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature de ses actes, tel que modifié;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 janvier 1997;

Vu l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donné le 7 janvier 1997;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 31 janvier 1997;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de déterminer, à partir du 1^{er} janvier 1997, de nouvelles modalités d'intervention dans les salaires des travailleurs handicapés dans les entreprises de travail adapté, puisqu'à cette date, la convention collective de travail n° 43septies du 2 juillet 1996 relative à l'application du revenu minimum moyen mensuel garanti impose de porter le salaire horaire brut minimum à 206,44 F.;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 10 février 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

« arrêté relatif à l'agrément » : arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 mars 1997 fixant les conditions et modalités d'agrément des entreprises de travail adapté ;

« administration » : Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées ;

« entreprise » : entreprise de travail adapté agréée par le Collège de la Commission communautaire française telle que définie au chapitre III du décret de la Commission communautaire française du 23 janvier 1997 visant à promouvoir l'intégration professionnelle des personnes handicapées ;

« travailleur handicapé » : personne admise au bénéfice d'une réglementation régionale ou communautaire relative à l'intégration des personnes handicapées, pour laquelle l'administration régionale ou communautaire compétente conclut au bien-fondé de sa mise au travail en entreprise de travail adapté, occupée :

soit sous contrat de travail,

soit en vertu de l'article 78 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage et pour laquelle l'entreprise déclare à l'Office national de sécurité sociale le complément de rémunération qu'elle lui octroie, et reprise au quota d'une entreprise de travail adapté tel qu'il a été fixé en vertu des dispositions de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 mars 1997 fixant les conditions et modalités d'agrément des entreprises de travail adapté.

Art. 3. Une intervention dans la rémunération et les charges sociales est octroyée à l'entreprise pour chaque travailleur handicapé pour autant que l'entreprise respecte les dispositions prises par la Commission paritaire compétente pour ces entreprises.

Cette intervention est octroyée trimestriellement.

Art. 4. Le montant de l'intervention varie en fonction de la rémunération et des capacités professionnelles de chaque travailleur handicapé.

Art. 5. Pour déterminer les capacités professionnelles de chaque travailleur handicapé, l'administration, avec la collaboration et en concertation avec l'entreprise, complète la grille d'évaluation reprise en annexe du présent arrêté.

Sur cette base, l'administration détermine la capacité professionnelle de chaque travailleur handicapé.

A l'initiative de l'administration ou à la demande de l'entreprise, une nouvelle évaluation est menée. Elle entraîne une nouvelle décision qui prendra effet à partir du trimestre suivant.

Art. 6. Le montant pris en considération pour l'intervention dans la rémunération et les charges sociales est fixé à 50 % du montant de la rémunération payée à chaque travailleur handicapé et des charges sociales y afférentes.

La rémunération comprend la rémunération brute totale passible du calcul des cotisations sociales et relative aux heures effectivement prestées à laquelle est ajoutée la rémunération garantie en cas d'incapacité de travail, la rémunération des jours fériés, le simple pécule de vacances pour les employés. Elle ne comprend pas la rémunération des heures supplémentaires, ni les primes et indemnités contractuelles.

Pour la fixation de ce montant :

la partie de la rémunération horaire qui excède le montant obtenu en multipliant par 1,18 le revenu minimum moyen tel que garanti par la Convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988, conclue au sein du Conseil national du travail, calculé sur une base horaire compte tenu d'une durée hebdomadaire de travail de 38 heures, n'est pas retenue ;

pour les employés, la rémunération horaire est le résultat de la division de la rémunération mensuelle brute par le nombre d'heures prestées ou assimilées.

Le montant des charges sociales est fixé forfaitairement à 30 % de la rémunération prise en considération et passible desdites charges.

Art. 7. Le montant de l'intervention octroyée pour chaque travailleur handicapé est déterminé en multipliant le montant pris en considération établi conformément à l'article 6 par un coefficient variant, selon les indications ci-dessous, en fonction de la catégorie dans laquelle le travailleur handicapé est classé sur base de l'évaluation de ses capacités professionnelles :

Catégorie A : coefficient 1,1 : évaluation entre 99 et 85 ;

Catégorie B : coefficient 1,3 : évaluation entre 84 et 75 ;

Catégorie C : coefficient 1,5 : évaluation entre 74 et 65 ;

Catégorie D : coefficient 1,7 : évaluation entre 64 et 50 ;

Catégorie E : coefficient 1,8 : évaluation inférieure à 50.

Art. 8. Pour les personnes occupées en vertu de l'article 78 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, l'intervention est limitée à la différence entre la rémunération calculée et plafonnée conformément aux dispositions de l'article 6 et l'allocation de chômage calculée sur une base horaire, sans dépasser 70,90 F.

Ce montant est lié à l'indice-pivot 123,79 de décembre 1996 et s'adapte conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation, des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Art. 9. Si le cumul de l'intervention accordée pour un travailleur handicapé en vertu du présent arrêté et de celles accordées par les pouvoirs publics en vertu d'autres dispositions a pour effet de couvrir plus de 100 % du montant à charge de l'entreprise, le montant de l'intervention accordée en vertu du présent arrêté est réduite à due concurrence.

L'administration opère à cette fin un contrôle annuel sur base d'une déclaration établie par l'entreprise sur le modèle fixé par l'administration.

Art. 10. La demande d'intervention doit être introduite par l'entreprise auprès de l'administration par lettre recommandée.

Pour chacun des trimestres pour lequel l'intervention est sollicitée, l'entreprise adresse à l'administration une déclaration détaillant pour chacun des mois du trimestre considéré et pour chaque travailleur handicapé, le nombre d'heures de travail prestées, la rémunération horaire, le montant des charges patronales versées, ainsi que tout renseignement demandé par l'administration qui fixe le modèle de la déclaration et le mode de transmission des données.

La déclaration doit être introduite avant l'expiration du deuxième mois qui suit le trimestre pour lequel l'intervention est demandée.

Art. 11. L'administration consent à l'entreprise une avance trimestrielle à valoir sur l'intervention due. Cette avance correspond à 100 % de l'intervention liquidée pour le trimestre correspondant de l'année précédente. Elle est liquidée mensuellement par tiers.

Si aucune intervention n'a été octroyée à l'entreprise pour le trimestre correspondant de l'année précédente ou si l'intervention n'a couvert que partiellement ce même trimestre, l'administration calcule l'avance sur base de l'estimation du nombre de travailleurs qui seront occupés et de la moyenne par travailleur handicapé des avances calculées pour les entreprises pour lesquelles une avance est octroyée conformément à l'alinéa 1^{er}.

A titre exceptionnel, l'avance trimestrielle à valoir sur les quatre trimestres 1997 est augmentée de 15 %.

Art. 12. Sont abrogés :

l'article 85, alinéa 1^{er}, 3^o, b) et alinéa 3 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés, tel que modifié ;

l'arrêté ministériel du 23 mars 1970 fixant les conditions d'octroi par le Fonds national de reclassement social des handicapés, d'une intervention dans la rémunération et les charges sociales, supportées par les ateliers protégés, tel que modifié ;

l'arrêté ministériel du 17 janvier 1978 fixant les critères d'octroi des subsides à l'entretien des ateliers protégés, tel que modifié.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

Bruxelles, le 13 mars 1997.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

Ch. PICQUE,

Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes

H. HASQUIN

Président du Collège

Annexe à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française fixant les conditions d'octroi d'une intervention dans la rémunération et les charges sociales supportées par les entreprises de travail adapté pour les travailleurs handicapés qu'elles occupent

TABLEAU DE DETERMINATION DES CAPACITES PROFESSIONNELLES DES TRAVAILLEURS HANDICAPES EN ENTREPRISE DE TRAVAIL ADAPTE

E. T.A. :

Nom - Prénom du Travailleur :

FH/ :

Date de naissance :

Date de l'évaluation :

ITEM		1	2	3	4	5
A.1	MOBILITE ASSIS					
A.2	MOBILITE DEBOUT					
A.3	TOLERANCE AUX FACTEURS EXTERIEURS					
A.4	MOTRICITE FINE					
A.5	PORT DE CHARGES					
SOUS-TOTAL A						
TOTAL A		« » SOIT				/15

ITEM		1	2	3	4	5
B.1	EXPRESSION ORALE					
B.2	EXPRESSION ECRITE					
B.3	ACQUIS MATHEMATIQUES					
B.4	COMPREHENSION DES CONSIGNES					
B.5	INITIATIVE					
SOUS-TOTAL B						
TOTAL B		« » SOIT				/15
C.1	APPRENTISSAGE					
C.2	DEXTERITE					
C.3	ENDURANCE AU TRAVAIL					
C.4	ADAPTABILITE					
SOUS-TOTAL C						
TOTAL C		« » SOIT				/20
D.1	PONCTUALITE					
D.2	RAPPORT AVEC L'AUTORITE					
D.3	SOCIABILITE					
SOUS-TOTAL D						
TOTAL D		« » SOIT				/15
E.	AUTONOMIE					
		« » SOIT				/10
F.1	VITESSE					
F.2	QUALITE					
		SOIT				/25
		TOTAL GENERAL		/100	CATEGORIE :	

DEFINITIONS DES ITEM

A.1 MOBILITE ASSIS :

Faculté de mobiliser le tronc et les membres supérieurs en vue d'un travail assis

5. Saisit sans problème tous les objets sur et à côté du bureau ou de la table de travail y compris à terre dans un certain périmètre (exemple : paraplégique avec mobilité complète du tronc et mobile avec sa chaise).

4. Saisit sans problème tous les objets à sa portée ou hors de portée, y compris à terre si ce n'est pas trop fréquent.

3. Saisit sans problème tous les objets qui sont à sa portée sur le bureau ou la table de travail mais ne sait pas ramasser un objet à terre.

2. Mobilise les membres supérieurs pour un travail assis mais ne saisit pas tous les objets qui sont à sa portée (ne sait pas se pencher, ne peut saisir que les objets distants au maximum de la longueur de son avant-bras,...) ou éprouve des difficultés à discerner l'objet à sa portée pour le saisir ou le manipuler en raison, par exemple, d'une grave déficience visuelle.

1. Pas de mobilité du tronc mais est capable de mouvoir les mains et les bras, de manipuler des objets dans une très petite surface proche du corps (taper sur un clavier, éventuellement adapté, ou téléphoner avec un casque,...) ou mobilité réduite du tronc et difficultés majeures de motricité des membres supérieurs (tremblements importants, mouvements involontaires,...).

A.2 MOBILITE DEBOUT :

Faculté de passer de la position assise à la position debout, de se déplacer, de maintenir une station debout prolongée, de ramasser un objet à terre (mouvements complexes, coordination).

5. Marche facilement sans appui, s'accroupit, s'agenouille, coordonne des mouvements pour porter une charge, maintient une station debout prolongée et est capable de courir.

4. Marche sans appui, s'accroupit, s'agenouille, coordonne des mouvements pour porter une charge, ne maintient une station debout que quelques minutes.

3. Passe sans trop de problème de la position assise à la position debout, marche avec ou sans appuis (déplacement possible mais lent ou difficile...), ne maintient une station debout que quelques instants.

2. Passe difficilement de la position assise à la position debout, fait difficilement quelques pas avec ou sans appui, ne maintient pas une station debout prolongée

(exemple : marche difficile à l'aide de deux béquilles,...) ou difficulté de se mouvoir debout en raison d'une déficience visuelle importante (aveugle se déplaçant avec ou sans canne blanche).

1. Incapable de maintenir une station debout et de marcher.

A.3 TOLERANCE PHYSIQUE AUX FACTEURS EXTERIEURS :

Tolérance tant physique que physiologique à des facteurs extérieurs tels que le bruit, la lumière forte, la poussière, les produits chimiques irritants, la température,....présents sur les lieux de travail.

5. Supporte normalement tous ces facteurs.
4. Supporte facilement ces différents facteurs si ce n'est une légère intolérance à l'un d'eux.
3. Supporte relativement ces facteurs d'environnement (exemple : légère intolérance à plusieurs de ces facteurs ou intolérance à l'un d'eux,.....).
2. Supporte difficilement plusieurs de ces facteurs.
1. Ne supporte aucune agression de l'environnement (bruit, poussière ou gaz, température,... (exemple : allergie importante à plusieurs facteurs,....).

A.4 MOTRICITE FINE :

Faculté d'utiliser les mouvement des doigts pour manipuler de petites pièces

5. Saisit, tient, assemble et réalise un bon travail fini avec de petites pièces.
4. Saisit et tient de petites pièces, les manipule et les assemble avec parfois quelques petites difficultés.
3. Saisit et tient de petites pièces et les manipule avec une légère maladresse.
2. Saisit et tient des pièces fines mais rencontre beaucoup de difficultés à les manipuler.
1. Est incapable de saisir et de tenir de petites pièces avec les doigts.

A.5 PORT DE CHARGES :

Faculté de porter une charge efficacement et à plusieurs reprises (2 à 3 fois par heure).

5. Porte une charge de 20 kg ou plus pour un homme et de 10 kg ou plus pour une femme.
4. Porte une charge d'au moins 15 kg pour un homme et d'au moins 7 kg pour une femme.
3. Porte une charge d'au moins 10 kg pour un homme et d'au moins 5 kg pour une femme.
2. Porte une charge d'au moins 5 kg pour un homme ou d'au moins 3 kg pour une femme.
1. Porte une charge de 1 kg maximum.

B.1 EXPRESSION ORALE :

Capacité de transmettre un message oral, d'avoir un langage intelligible (tenir compte de la capacité d'élocution et du degré de clarté du message transmis).

5. S'exprime tout à fait correctement : construction correcte des phrases et messages complexes immédiatement compréhensibles y compris des notions abstraites.
4. Transmet un message un peu complexe ou plusieurs consignes.
3. Transmet un message ou une consigne simple, relate des faits concrets simples.
2. Articule quelques mots compréhensibles pour les habitués (exemples : bégaiement important, sourd peu démutisé).
1. Inintelligible, incompréhensible ou absence de parole (exemples : débilité profonde, aphasie ++,mutité).

B.2 EXPRESSION ECRITE :

Faculté de lire (déchiffrage et compréhension) et d'écrire (capacité de rédiger un message compréhensible et lisibilité de l'écriture)

5. Lit, écrit, rédige normalement, sans trop de fautes.
4. Lit, écrit et rédige quelques petites phrases simples pouvant composer un texte (avec ou sans faute).
3. Lit et écrit des phrases simples avec ou sans fautes.
2. Déchiffre quelques mots mais comprend difficilement ce qu'il lit, écrit quelques mots clés.
1. Ne lit pas, n'écrit pas, sauf son nom.

N.B. Lorsqu'une aide technique est indispensable pour pouvoir exercer la faculté de lire et/ou d'écrire, la cotation est réduite de 2 points (le port de lunettes n'est pas considéré comme une aide technique).

B.3 ACQUIS MATHEMATIQUES :

Arithmétique, géométrie, logique.

5. Effectue une règle de 3, de logique simple et perçoit correctement un schéma ou un plan simple.
4. Maîtrise les 4 opérations arithmétiques (nombres entiers jusqu'à 100)
3. Effectue des calculs simples (additions, soustractions) et manipule de l'argent sans effectuer trop d'erreurs.
2. Effectue des calculs simples (additions, soustractions) avec difficulté.
1. Ne dénombre pas, n'a pas la compréhension des chiffres.

B.4 COMPREHENSION DE CONSIGNES :

Faculté de comprendre, de retenir et d'exécuter des consignes.

5. Comprend plusieurs consignes complexes, les retient et les exécute.
4. Comprend plusieurs consignes complexes mais rencontre des difficultés à les retenir et à les exécuter.
3. Comprend plusieurs consignes simples mais rencontre des difficultés à les retenir et à les exécuter.
2. Comprend une consigne simple, la retient, mais rencontre des difficultés pour l'appliquer.
1. Comprend une consigne simple mais rencontre des difficultés pour la retenir et l'appliquer.

B.5 INITIATIVE :

Faculté d'aboutir à des prises de décisions concrètes et utiles au travail à réaliser, par son propre raisonnement

5. Prend seul des décisions utiles pour lui et pour les autres sans approbation extérieure (et est éventuellement créatif et inventif).
4. Prend des décisions utiles pour lui, sans soutien.
3. Se prend en charge avec un soutien extérieur occasionnel.
2. Prend certaines initiatives simples mais a toujours besoin de l'approbation d'un pair ou d'un supérieur.
1. Ne prend seul aucune initiative.

C.1 APPRENTISSAGE :

Capacité d'apprendre et de tirer profit de son expérience

5. Retient et applique aisément une explication donnée une fois et analyse, anticipe et résout une difficulté pas trop importante.
4. Retient les gestes de plusieurs travaux différents, retient des explications données clairement une fois. Résout seul des difficultés simples déjà rencontrées et évite qu'elles ne se reproduisent.
3. Retient les gestes à faire dans plusieurs travaux différents, retient des explications données plusieurs fois. Après avoir rencontré plusieurs fois la même difficulté et reçu une aide extérieure pour la résoudre, la résout seul.
2. Retient les gestes à faire dans un même travail.
1. Oublie d'un jour à l'autre les gestes qu'on lui a appris ou a besoin de nouvelles explications chaque jour.

C.2 DEXTERITE :

Faculté d'exercer correctement une activité manuelle notamment en utilisant efficacement des outils manuels.

5. Effectue correctement tout travail manuel (avec très peu de malfaçons).
4. Effectue un travail manuel satisfaisant requérant la précision moyennant quelques erreurs éventuelles.
3. Effectue un travail manuel mais les gestes ne sont pas précis et/ou la manipulation de matériel fragile est exclue.
2. Manipule des objets avec beaucoup de difficultés (tremblements importants, incoordination des mouvements,...).
1. N'exerce aucune activité manuelle efficace.

C.3. ENDURANCE AU TRAVAIL :

Faculté de soutenir un effort physique et/ou mental normal pendant un certain temps (en tenant compte des poses habituelles).

5. Soutient psychiquement et/ou physiquement un travail normal et de qualité constante pendant une journée.
4. Soutient psychiquement et/ou physiquement un travail normal pendant une journée, mais la qualité faiblit au fil du temps.
3. Soutient psychiquement et/ou physiquement un travail normal et de qualité relativement constante pendant une demi-journée.
2. Travaille plus d'une heure mais pas plus d'une demi-journée sans se reposer ou sans que la qualité de son travail ne se détériore fortement.
1. Doit se reposer psychiquement ou physiquement (est dissipé ou la qualité de son travail se détériore fortement) au bout d'une heure.

C.4 ADAPTABILITE :

Capacité d'adaptation, tolérance psychologique aux changements de poste ou de conditions de travail (lieu, type d'activité, collègues,...).

5. S'adapte bien aux changements.
4. S'adapte sans trop de difficultés aux changements.
3. S'adapte avec aide et soutien à des changements préparés et progressifs (par exemple une nouvelle activité,...).
2. S'adapte très difficilement au moindre changement (par exemple, un nouveau collègue).
1. Ne s'adapte à aucun changement.

D.1 PONCTUALITE :

Respect des horaires, régularité dans la fréquentation du travail (quelle que soit la raison des absences)

5. Ponctualité et fréquentation régulières.
4. Ponctualité et fréquentation généralement régulières.
3. Bonne ponctualité dans l'ensemble, mais fréquentation irrégulière ou l'inverse.
2. Peu ponctuel, fréquentation irrégulière (absentéisme de 20% du temps de travail).
1. Pas de respect des horaires (arrive très fréquemment en retard), irrégularité dans la fréquentation du travail (très fort absentéisme : plus de 25 % du temps de travail).

D.2. RAPPORTS AVEC L'AUTORITE :

Respect des consignes et des ordres.

5. Respecte les ordres et les consignes sans qu'il ne faille les rappeler.
4. Bon respect, peu de rappels à l'ordre.
3. Bon respect moyennant des rappels à l'ordre réguliers.
2. Respecte relativement les consignes et les ordres s'ils lui sont rappelés très fréquemment (plusieurs fois par jour).
1. Aucun respect malgré les rappels à l'ordre ou rejet systématique de l'autorité.

D.3 SOCIABILITE :

Aisance à nouer et à maintenir des contacts sociaux positifs dans le cadre professionnel.

5. Noue des contacts positifs avec autrui dans toutes les circonstances de travail y compris les situations difficiles.
4. Noue spontanément des liens positifs dans des circonstances normales de travail.
3. A des contacts de travail habituellement positif avec autrui mais ne les recherche pas.
2. Ne prend l'initiative d'aucun contact professionnel, mais répond parfois aux sollicitations d'autrui ou bien noue des contacts de travail, mais souvent de manière agressive ou inadéquate.
1. N'est capable de travailler que seul dans son coin sans contacts avec les autres ou n'entre en relation de travail avec les autres que sur un mode exclusivement agressif.

E. AUTONOMIE :

Niveau d'encadrement et d'aide nécessaires pour effectuer un travail connu.

5. Travaille seul une journée ou plus.
4. Travaille seul avec un encadrement limité (une ou deux fois dans la journée).
3. Travaille seul avec un encadrement intermittent (une fois par heure ou moins).
2. Travaille avec une surveillance et un encadrement important (plusieurs fois par heure).
1. Ne travaille pas seul, a besoin d'une surveillance et d'un encadrement permanents.

F.1. VITESSE :

Rapidité d'exécution du travail (par rapport à la moyenne pour un travailleur valide) quel que soit le résultat.

5. supérieure ou égale à 90%
4. de 70% à 89%
3. de 50 à 69%
2. de 30% à 49%.
1. inférieure à 30%.

F.2 QUALITE :

Qualité et fiabilité du travail fini (indépendamment de tous les autres critères et à pondérer en fonction d'un travail moyen en E.T.A.)

5. Très bon travail, erreurs ou défauts exceptionnels.
4. Bon travail, peu d'erreurs et de défauts.
3. Travail acceptable malgré des erreurs et des défauts fréquents.
2. Mauvaise qualité (il faut constamment "réparer").
1. Il faut très souvent refaire son travail (presque tout recommencer).

F.1. - F.2. COUPLE QUALITE - VITESSE

QUALITE	VITESSE	TOTAL
1	1	1
1	2	1
1	3	2
1	4	3
1	5	4
2	1	2
2	2	4
2	3	6
2	4	8
2	5	10
3	1	3
3	2	7
3	3	11
3	4	14
3	5	19

QUALITE	VITESSE	TOTAL
4	1	4
4	2	9
4	3	15
4	4	18
4	5	22
5	1	5
5	2	12
5	3	19
5	4	23
5	5	25

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège du 13 mars 1997 fixant les conditions d'octroi d'une intervention dans la rémunération et les charges sociales supportées par les entreprises de travail adapté pour les travailleurs handicapés qu'elles occupent

Bruxelles, le 13 mars 1997.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

Ch. PICQUE,

Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes

H. HASQUIN,

Président du Collège

VERTALING

N. 97 — 1146

[C - 97/31165]

13 MAART 1997. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de voorwaarden tot toekenning van een tegemoetkoming in de bezoldiging en de sociale lasten gedragen door de ondernemingen met aangepast werk voor de gehandicapte werknemers die zij tewerkstellen

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op artikel 8 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op bepaalde openbare instellingen;

Gelet op artikel 83, § 3 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 op de hervorming der instellingen;

Gelet op artikel 4, 1° van de decreten van 19 en 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 23 januari 1997 tot bevordering van de inschakeling van gehandicapten in het arbeidsproces, inzonderheid op artikel 19, 1ste lid, 2°;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 maart 1997 tot vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten voor de erkenning van ondernemingen met aangepast werk;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juli 1995 tot verdeling van de bevoegdheden tussen zijn leden;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juli 1995 tot regeling van zijn werking en tot regeling van de ondertekening van zijn akten, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 januari 1997;

Gelet op het advies van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid, gegeven op 7 januari 1997;

Gelet op het akkoord van het Lid belast met Begroting, gegeven op 31 januari 1997;

Gelet op de hoogdringendheid die wordt ingegeven door de noodzaak om vanaf 1 januari 1997 nieuwe modaliteiten voor de tegemoetkoming in de lonen van de gehandicapte werknemers in de ondernemingen met aangepast werk te bepalen omdat overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 septies van 2 juli 1996 betreffende de toepassing van het gegarandeerd maandelijks minimuminkomen, het bruto minimumuurloon op die datum op 206,44 F wordt gebracht;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 10 februari 1997, overeenkomstig artikel 84, 1ste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voordracht van het Lid van het College belast met Bijstand aan Personen,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

« erkenningsbesluit » : besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 maart 1997 tot vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten voor de erkenning van de ondernemingen met aangepast werk.

« bestuur » : Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

« onderneming » : onderneming met aangepast werk, erkend door het College van de Franse Gemeenschapscommissie zoals bepaald in hoofdstuk III van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 23 januari 1997 tot bevordering van de inschakeling van gehandicapten in het arbeidsproces;

« gehandicapte werknemer » : persoon die is opgenomen overeenkomstig een gewest- of gemeenschapsreglementering betreffende de integratie van de gehandicapten, van wie het bevoegde gewestelijk of gemeenschapsbestuur besluit dat zijn tewerkstelling in een onderneming met aangepast werk aangewezen is, en die is aangeworven :

ofwel op basis van een arbeidsovereenkomst,

ofwel krachtens artikel 78 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende reglementering van de werkloosheid en voor wie de onderneming aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid het bijkomend loon dat ze hem geeft, aangeeft,

en die opgenomen is in het quotum van een onderneming met aangepast werk zoals dat werd vastgesteld krachtens de bepalingen van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 maart 1997 tot vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten voor de erkenning van de ondernemingen met aangepast werk.

Art. 3. De onderneming krijgt een tegemoetkoming in de bezoldiging en de sociale lasten voor elke gehandicapte werknemer voor zover de onderneming zich houdt aan de bepalingen die zijn uitgevaardigd door het Paritair Comité dat bevoegd is voor die ondernemingen.

Deze tegemoetkoming wordt om de drie maanden toegekend.

Art. 4. Het tegemoetkomingsbedrag verschilt naar gelang van de bezoldiging en de beroepsbekwaamheid van elke gehandicapte werknemer.

Art. 5. Om de beroepsbekwaamheid van elke gehandicapte werknemer te bepalen, vult het bestuur in samenwerking en overleg met de onderneming het beoordelingsrooster in dat als bijlage bij dit besluit gaat.

Op basis daarvan bepaalt het bestuur de beroepsbekwaamheid van elke gehandicapte werknemer.

Op initiatief van het bestuur of op verzoek van de onderneming wordt een nieuwe evaluatie verricht. Deze geeft aanleiding tot een nieuwe beslissing die vanaf het volgende kwartaal van kracht wordt.

Art. 6. Het bedrag dat in aanmerking wordt genomen voor de tegemoetkoming in de bezoldiging en de sociale lasten wordt vastgesteld op 50 % van de bezoldiging die aan elke gehandicapte werknemer wordt uitbetaald en van de sociale lasten die erop betrekking hebben.

De bezoldiging omvat het totale brutoloon op basis waarvan de sociale bijdragen worden berekend en dat betrekking heeft op de daadwerkelijk gepresteerde uren plus het gewaarborgd loon ingeval van arbeidsongeschiktheid, de bezoldiging voor feestdagen, het gewone vakantiegeld voor de bedienden. In de bezoldiging zijn niet inbegrepen : de bezoldiging voor overuren, de contractuele premies en vergoedingen.

Voor de vaststelling van dat bedrag :

a) komt het gedeelte van het uurloon dat uitkomt boven het bedrag dat het produkt is van 1,18 x het gemiddeld minimuminkomen zoals gewaarborgd door de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988 die gesloten is in de Nationale Arbeidsraad, berekend op uurbasis waarbij rekening is gehouden met een 38-uren werkweek, niet in aanmerking;

b) is voor de bedienden het uurloon gelijk aan het quotiënt van de deling van het bruto maandloon door het aantal gepresteerde of gelijkgestelde uren.

Het bedrag van de sociale lasten wordt forfaitair vastgesteld op 30 % van het in aanmerking genomen loon op basis waarvan de lasten berekend worden.

Art. 7. Het tegemoetkomingsbedrag voor elke gehandicapte werknemer is gelijk aan het produkt van het in aanmerking genomen bedrag dat is bekomen overeenkomstig artikel 6 x een coëfficiënt die varieert, volgens de onderstaande indicaties, naargelang van de categorie waaronder de werknemer valt op basis van de evaluatie van zijn beroepsbekwaamheid :

Categorie A : coëfficiënt 1,1 : evaluatie tussen 99 en 85;

Categorie B : coëfficiënt 1,3 : evaluatie tussen 84 en 75;

Categorie C : coëfficiënt 1,5 : evaluatie tussen 74 en 65;

Categorie D : coëfficiënt 1,7 : evaluatie tussen 64 en 50;

Categorie E : coëfficiënt 1,8 : evaluatie lager dan 50;

Art. 8. Voor de personen die zijn tewerkgesteld krachtens artikel 78 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende reglementering van de werkloosheid, wordt de tegemoetkoming beperkt tot het verschil tussen de bezoldiging berekend en naar boven toe begrensd overeenkomstig de bepalingen van artikel 6 en de werkloosheidsuitkering berekend op uurbasis, zonder de 70,90 F te overschrijden.

Dit bedrag is gekoppeld aan de spilindex 123,79 van december 1996 en wordt aangepast overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

Art. 9. Indien de cumul van de tegemoetkoming die voor een gehandicapte werknemer wordt toegekend krachtens dit besluit en van de tegemoetkomingen die door de overheid zijn toegekend krachtens andere bepalingen tot gevolg heeft dat het bedrag ten laste van de onderneming voor meer dan 100 % wordt gedekt, dan wordt het tegemoetkomingsbedrag dat krachtens dit besluit is toegekend verminderd met het overeenkomstig bedrag.

Het bestuur verricht daartoe een jaarlijkse controle op basis van een aangifte die door de onderneming wordt opgemaakt op het model dat het bestuur heeft vastgesteld.

Art. 10. De onderneming moet de aanvraag om tegemoetkoming bij een ter post aangetekende brief indienen bij het bestuur.

Voor elk kwartaal waarvoor een tegemoetkoming wordt aangevraagd, bezorgt de onderneming aan het bestuur een aangifte waarin per maand van het betrokken kwartaal en per gehandicapte werknemer een uitvoerige beschrijving wordt gegeven van het aantal gepresteerde arbeidsuren, de uurbezoldiging, het bedrag van de gestorte werkgeversbijdragen alsook de gegevens die zijn gevraagd door het bestuur, dat het model van de aangifte en de wijze van verzending van de gegevens vaststelt.

De aangifte moet worden ingediend vóór het verstrijken van de tweede maand die volgt op het kwartaal waarvoor de tegemoetkoming is aangevraagd.

Art. 11. Het bestuur geeft aan de onderneming een driemaandelijks voorschot op de verschuldigde tegemoetkoming. Dit voorschot stemt voor 100 % overeen met de tegemoetkoming voor het overeenkomstig kwartaal van het vorige jaar. Het wordt maandelijks in derden uitbetaald.

Indien aan de onderneming geen tegemoetkoming werd toegekend voor het overeenkomstig kwartaal van het jaar tevoren of indien de tegemoetkoming datzelfde kwartaal slechts gedeeltelijk dekte, berekent het bestuur het voorschot op basis van de raming van het aantal werknemers dat tewerkgesteld zal zijn en van het gemiddelde per gehandicapte werknemer van de voorschotten die berekend zijn voor de ondernemingen die een voorschot krijgen overeenkomstig het eerste lid.

Het driemaandelijks voorschot op de vier kwartalen van 1997 wordt uitzonderlijk verhoogd met 15 %.

Art. 12. Worden opgeheven :

1. artikel 85, 1ste lid, 3°, b) en 3de lid van het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale herklassering van de gehandicapten, zoals gewijzigd;

2. het ministerieel besluit van 23 maart 1970 tot vaststelling van de voorwaarden tot toekenning door het Nationaal fonds voor de sociale herklassering van de gehandicapten, van een tegemoetkoming in de bezoldiging en de sociale lasten, gedragen door de beschutte werkplaatsen, zoals gewijzigd;

3. het ministerieel besluit van 17 januari 1978 tot vaststelling van de criteria voor de toekenning van de subsidies voor het onderhoud van de beschutte werkplaatsen, zoals gewijzigd;

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1997.

Brussel, 13 maart 1997

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Ch. PICQUE,

Lid van het College belast met Bijstand aan Personen

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College

Bijlage bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de voorwaarden tot toekenning van een tegemoetkoming in de bezoldiging en de sociale lasten gedragen door de ondernemingen met aangepast werk voor de gehandicapte werknemers die zij tewerkstellen

TABEL TER BEPALING VAN DE BEROEPSBEKWAAMHEID VAN DE GEHANDICAPTE WERKNEMERS
IN EEN ONDERNEMING MET AANGEPAST WERK

O.A.W. :

Naam-Voornaam werknemer :

FH/ :

Geboortedatum :

Datum van beoordeling :

ITEM		1	2	3	4	5
A.1	MOBILITEIT IN ZITHOUDING					
A.2	MOBILITEIT RECHTOPSTAAND					
A.3	FYSIEKE TOLERANTIE EXTERNE FACTOREN					
A.4	FIJNE MOTORIEK					
ITEM		1	2	3	4	5
A.5	DRAGEN VAN LASTEN					
SUBTOTAAL A						
TOTAAL A		" " OFWEL /15				
B.1	VERBALE EXPRESSIE					
B.2	SCHRIFTELIJKE EXPRESSIE					
B.3	LOGISCHE VAARDIGHEDEN					
B.4	BEGRIJPEN VAN AANWIJZINGEN					
B.5	INITIATIEF					
SUBTOTAAL B						
TOTAAL B		" " OFWEL /15				

ITEM		1	2	3	4	5
C.1	LEERVERMOGEN					
C.2	HANDIGHEID					
C.3	DOORZETTINGSVER- MOGEN OP HET WERK					
C.4	AANPASSINGSVERMOGEN					
SUBTOTAAL C						
TOTAAL C		" " OFWEL /20				
D.1	STIPTHEID					
D.2	HOUDING TEGENOVER SUPERIEUREN					
D.3	SOCIALE VAARDIGHEDEN					
SUBTOTAAL D						
TOTAAL D		" " OFWEL /15				
E.	AUTONOMIE					
		" " OFWEL /10				
F.1	SNELHEID					
F.2	KWALITEIT					
		OFWEL /25				
ALGEMEEN TOTAAL		/100				CATEGORIE :

OMSCHRIJVING VAN DE ITEMS

A.1 MOBILITEIT IN ZITHOUDING :

Vermogen om de romp en de bovenste ledematen te mobiliseren voor werk in zithouding

5. Kan probleemloos alle voorwerpen grijpen op en naast het bureau of de werktafel, ook op de grond binnen een bepaalde straal (bijvoorbeeld : paraplegisch met volledige mobiliteit van de romp en mobiel met zijn stoel).

4. Kan probleemloos alle voorwerpen grijpen binnen of buiten het bereik, ook op de grond indien dit niet te vaak gebeurt.

3. Kan probleemloos alle voorwerpen grijpen op het bureau of de werktafel binnen zijn bereik maar kan geen voorwerp van de grond oprapen.

2. Beweegt de bovenste ledematen voor werk in zithouding maar kan niet alle voorwerpen grijpen die binnen zijn bereik liggen (kan zich niet buigen, kan enkel voorwerpen grijpen die zich bevinden op een afstand van hoogstens zijn voorarm lang...) of ondervindt moeilijkheden bij het onderscheiden van het voorwerp binnen zijn bereik om het te grijpen of te laten bewegen omwille van bijvoorbeeld een ernstige visuele deficiëntie.

1. Geen mobiliteit van de romp maar kan armen en handen bewegen, voorwerpen laten bewegen over een zeer kleine oppervlakte nabij het lichaam (typen op een eventueel aangepast klavier of telefoneren met een helm...) of beperkte mobiliteit van de romp en grote motorische problemen met de bovenste ledematen (zwarte tremor, ongecontroleerde bewegingen...).

A.2 MOBILITEIT RECHTOPSTAAND :

Vermogen om van zithouding over te gaan tot rechtopstaande houding, kan zich verplaatsen, lang rechtop blijven staan, een voorwerp van de grond oprapen (complexe bewegingen, coördinatie).

5. Kan zich zonder hulpmiddel gemakkelijk verplaatsen, hurken, knielen, zijn bewegingen coördineren om een last te dragen, kan lang rechtop blijven staan en is in staat om te lopen.

4. Kan zich zonder hulpmiddel verplaatsen, hurken, knielen, zijn bewegingen coördineren om een last te dragen, kan slechts enkele minutenlang rechtop blijven staan.

3. Kan zonder veel problemen overgaan van de zithouding tot rechtopstaande houding, verplaatst zich met of zonder hulpmiddelen (kan zich verplaatsen, doch traag of moeilijk...), kan slechts enkele ogenblikken rechtop blijven staan.

2. Kan moeilijk overgaan van de zithouding tot rechtopstaande houding, heeft problemen om enkele stappen te zetten met of zonder hulpmiddel, kan niet lang rechtop blijven staan

(bijvoorbeeld : verplaatst zich moeilijk met twee krukken,...) of kan zich moeilijk rechtop bewegen omwille van een zware visuele deficiëntie (blinde die zich verplaatst met of zonder witte stok)

1. Niet in staat om rechtop te staan en zich te verplaatsen.

A.3 FYSIEKE TOLERANTIE VAN EXTERNE FACTOREN :

Vermogen om zowel fysiek als psychologisch bestand te zijn tegen externe factoren zoals lawaai, sterk licht, stof, irriterende chemische producten, de temperatuur,... die op de arbeidsplaatsen aanwezig zijn.

5. Kan al die factoren gewoon verdragen.
4. Verdraagt gemakkelijk al die verschillende factoren, al kan hij een lichte intolerantie vertonen tegenover één ervan.
3. Verdraagt die omgevingsfactoren betrekkelijk goed (bijvoorbeeld : lichte intolerantie tegenover meerdere van die factoren of intolerantie tegenover één ervan,...).
2. Verdraagt meerdere van die factoren moeilijk.
1. Verdraagt geen enkele agressieve prikkel uit de omgeving (lawaai, stof of gas, temperatuur,... (bijvoorbeeld : zware allergie voor meerdere factoren,...)).

A.4 FIJNE MOTORIEK :

Vermogen om vingerbewegingen te maken om kleine voorwerpen te laten bewegen

5. Grijpt kleine voorwerpen, houdt ze vast, zet ze in elkaar en vervaardigt een goed eindproduct.
4. Grijpt kleine voorwerpen, houdt ze vast, laat ze bewegen en zet ze in elkaar, soms gepaard gaande met enkele kleine moeilijkheden.
3. Grijpt kleine voorwerpen, houdt ze vast en laat ze bewegen met een zekere onhandigheid.
2. Grijpt fijne voorwerpen, houdt ze vast maar ondervindt grote moeilijkheden om ze te laten bewegen.
1. Is niet in staat om kleine voorwerpen met de vingers te grijpen en vast te houden.

A.5 DRAGEN VAN LASTEN :

Vermogen om een last degelijk en herhaaldelijk (2 tot 3 maal per uur) te dragen

5. Draagt een last van 20 kg of meer (man) en 10 kg of meer (vrouw).
4. Draagt een last van ten minste 15 kg (man) en ten minste 7 kg (vrouw).
3. Draagt een last van ten minste 10 kg (man) en ten minste 5 kg (vrouw).
2. Draagt een last van ten minste 5 kg (man) en ten minste 3 kg (vrouw).
1. Draagt een last van ten hoogste 1 kg.

B.1 VERBALE EXPRESSIE :

Vermogen om een mondelinge boodschap over te brengen en zich verstaanbaar uit te drukken (rekening houden met de uitspraak en de graad van duidelijkheid van de overgebrachte boodschap)

5. Drukt zich correct uit : correcte bouw van complexe zinnen en boodschappen die onmiddellijk begrijpelijk zijn, met inbegrip van abstracte termen.
4. Uit een ietwat complexe boodschap of meerdere aanwijzingen.
3. Uit een eenvoudige boodschap of bevel, verhaalt eenvoudige concrete feiten.
2. Brengt enkele woorden uit die verstaanbaar zijn voor de vaste bezoekers (bijvoorbeeld : zwaar stotteren, doofheid met ernstige spraakstoornissen).
1. Onverstaanbaar, onbegrijpelijk of afwezigheid van spraak (bijvoorbeeld : zware debiliteit, afasie ++, stomheid).

B.2 SCHRIFTELIJKE EXPRESSIE :

Vermogen om te lezen (ontcijferen en begrijpen), te schrijven (een begrijpbare boodschap opstellen, leesbaar handschrift)

5. Leest, schrijft en stelt normaal op, zonder al te veel fouten.
 4. Leest, schrijft en stelt enkele zinnestukjes op die een tekst kunnen vormen (al dan niet foutloos)
 3. Leest en schrijft eenvoudige zinnen, al dan niet foutloos.
 2. Ontcijfert enkele woorden maar heeft last om te begrijpen wat hij leest, schrijft enkele sleutelwoorden.
 1. Leest noch schrijft, behalve zijn naam.
- N.B. Wanneer technische hulp onontbeerlijk is om te kunnen lezen en/of schrijven wordt de kwotering met 2 punten verminderd (een bril wordt niet beschouwd als een technisch hulpmiddel).

B.3 LOGISCHE VAARDIGHEDEN :

Rekenkunde, geometrie, logica

5. Verricht een regel van 3, eenvoudige logica en kan een eenvoudig plan of schema correct interpreteren.
4. Beheerst de 4 rekenkundige bewerkingen (gehele getallen tot 100).
3. Voert eenvoudige berekeningen uit (optellingen, aftrekkingen) en rekent met geld zonder al te veel fouten te maken.
2. Heeft moeite om eenvoudige berekeningen (optellingen, aftrekkingen) uit te voeren.
1. Kan niet tellen, heeft geen inzicht in cijfers.

B.4 BEGRIJPEN VAN AANWIJZINGEN

Vermogen om aanwijzingen te begrijpen, te onthouden en uit te voeren

5. Begrijpt meerdere ingewikkelde aanwijzingen, onthoudt ze en voert ze uit.
4. Begrijpt meerdere ingewikkelde aanwijzingen, maar heeft problemen om ze te onthouden en uit te voeren.
3. Begrijpt meerdere eenvoudige aanwijzingen, maar heeft problemen om ze te onthouden en uit te voeren.
2. Begrijpt een eenvoudige aanwijzing, onthoudt ze, maar heeft problemen om ze uit te voeren.
1. Begrijpt een eenvoudige aanwijzing, maar heeft problemen om ze te onthouden en uit te voeren.

B.5 INITIATIEF :

Vermogen om door zelf te redeneren concrete beslissingen te nemen die nuttig zijn voor het uit te voeren werk

5. Neemt autonoom beslissingen die nuttig zijn voor hemzelf en de anderen zonder goedkeuring van buitenaf (en is eventueel creatief en inventief).
4. Neemt beslissingen die nuttig zijn voor hemzelf, zonder hulp.
3. Staat op eigen benen, eventueel met hulp van buitenaf.
2. Neemt bepaalde eenvoudige initiatieven, maar heeft steeds behoefte aan de goedkeuring van een gelijke of meerdere.
1. Neemt geen enkel initiatief.

C.1 LEERVERMOGEN :

Vermogen om aan te leren en zijn ervaring te benutten

5. Onthoudt een uitleg die eenmaal werd gegeven en past deze zonder moeite toe, analyseert, anticipeert en lost een niet al te moeilijk probleem op.
4. Onthoudt de handelingen voor meerdere verschillende werkzaamheden, onthoudt de uitleg die één keer, doch duidelijk werd gegeven. Lost autonoom eenvoudige problemen op die zich reeds hebben voorgedaan en zorgt ervoor dat deze zich niet meer herhalen.
3. Onthoudt de handelingen voor meerdere verschillende werkzaamheden, onthoudt de uitleg nadat die herhaalde malen is gegeven. Nadat hij meermaals geconfronteerd is geweest met hetzelfde probleem en hulp van buitenaf heeft gekregen om het op te lossen, lost hij het autonoom op.
2. Onthoudt de handelingen voor een werkzaamheid.
1. Vergeet elke dag de aangeleerde handelingen of heeft dagelijks behoefte aan nieuwe uitleg.

C.2 HANDIGHEID :

Vermogen om handenarbeid correct uit te voeren, met name door het efficiënt gebruik van handgereedschap.

5. Voert alle handenarbeid correct uit (met zeer weinig gebreken).
4. Voert één bepaald soort manueel precisiewerk betrekkelijk goed uit, eventueel met enkele fouten.
3. Voert één bepaald soort manueel werk uit waarbij de handelingen onnauwkeurig zijn en/of is niet in staat om te werken met breekbaar materiaal.
2. Heeft zeer veel moeite om voorwerpen te laten bewegen.
1. Voert geen enkel efficiënt manueel werk uit.

C.3 DOORZETTINGSVERMOGEN OP HET WERK :

Het vermogen een normale fysieke en/of mentale inspanning te verdragen gedurende een zekere tijd (rekening houdend met de gewone houding)

5. Verdraagt fysiek en/of psychisch een normaal werk gedurende een dag, waarbij de kwaliteit dezelfde blijft.
4. Verdraagt fysiek en/of psychisch een normaal werk gedurende een dag, waarbij de kwaliteit echter vermindert naarmate de dag vordert.
3. Verdraagt fysiek en/of psychisch een normaal werk gedurende een halve dag, waarbij de kwaliteit ongeveer dezelfde blijft.
2. Werkt meer dan een uur lang maar niet langer dan een halve dag zonder te rusten of zonder dat de kwaliteit van zijn werk sterk vermindert;
1. Heeft na een uur fysieke of psychische rust nodig (is onoplettend of de kwaliteit van zijn werk vermindert sterk).

C.4 AANPASSINGSVERMOGEN :

Het vermogen om zich aan te passen, psychologisch bestand te zijn tegen veranderingen van post of werkomstandigheden (plaats, soort activiteit, collega's,...).

5. Past zich goed aan aan veranderingen.
4. Past zich zonder al te veel moeilijkheden aan aan veranderingen.
3. Past zich met hulp en steun aan aan voorbereide en progressieve veranderingen (bijvoorbeeld een nieuwe activiteit,...).
2. Heeft zeer veel moeite om zich aan de kleinste verandering aan te passen.
1. Past zich aan geen enkele verandering aan.

D.1 STIPTHEID :

Naleving van het uurregeling, regelmaat in aanwezigheid op het werk (ongeacht de reden van afwezigheid)

5. Regelmatig stipt en aanwezig.
4. Over het algemeen regelmatig stipt en aanwezig.
3. Over het algemeen stipt maar geregeld afwezig of omgekeerd.
2. Weinig stipt, geregeld afwezig (absentisme bedraagt 20 % van de arbeidsduur).
1. Geen naleving van de uurregeling (komt zeer vaak te laat), geregeld afwezig (hoge graad van absentisme : meer dan 25 % van de arbeidsduur).

D.2 HOUDING TEGENOVER DE SUPERIEUREN :

Naleving van de aanwijzingen en bevelen

5. Leeft de aanwijzingen en bevelen na zonder dat deze moeten worden herhaald.
4. Leeft de aanwijzingen en bevelen goed na, moet zelden tot de orde worden geroepen.
3. Leeft de aanwijzingen en bevelen goed na maar moet regelmatig tot de orde worden geroepen.
2. Leeft de aanwijzingen en bevelen betrekkelijk goed na indien ze zeer vaak worden herhaald (meerdere keren per dag).
1. Leeft de aanwijzingen en bevelen helemaal niet na ondanks het feit dat hij meermaals tot de orde wordt geroepen of verwerpt systematisch ieder gezag.

D.3 SOCIALE VAARDIGHEDEN :

Vermogen om positieve sociale contacten te leggen en te onderhouden op het werk

5. Legt positieve contacten in alle werkomstandigheden, ook in moeilijke.
4. Legt spontaan positieve contacten in normale werkomstandigheden.
3. Heeft normaal positieve contacten op het werk, maar neemt niet het initiatief daartoe.
2. Neemt geen initiatief tot contacten op het werk, maar reageert soms op benaderingen of legt contacten op het werk maar vaak op agressieve of inadequate wijze.
1. Kan alleen in afzondering werken, zonder contact met de anderen of benadert de anderen uitsluitend agressief.

E. AUTONOMIE :

Niveau van begeleiding en hulp nodig voor de uitvoering van een gekend werk.

5. Werkt gedurende een dag of meer alleen.
4. Werkt alleen, onder beperkte begeleiding (een of twee maal per dag).
3. Werkt alleen, onder geregelde begeleiding (ten minste eenmaal per uur).
2. Werkt onder toezicht en aanzienlijke begeleiding (meerdere keren per uur).
1. Werkt niet alleen, heeft nood aan permanent toezicht en begeleiding.

F.1 SNELHEID :

Snelheid van uitvoering van het werk (ten opzichte van het gemiddelde voor een valide werknemer) ongeacht het resultaat

5. hoger dan of gelijk aan 90 %
4. van 70 % tot 89 %
3. van 50 % tot 69 %
2. van 30 % tot 49 %
1. lager dan 30 %

F.2 KWALITEIT :

Kwaliteit en degelijkheid van het afgeleverde werk (los van alle andere criteria en te wegen tegenover een gemiddeld werk in een O.A.W.

5. Zeer goed werk, fouten of gebreken zijn uitzonderlijk.
4. Goed werk, weinig fouten of gebreken.
3. Aanvaardbaar werk ondanks vele fouten en gebreken.
2. Slechte kwaliteit (moet steeds "hersteld" worden).
1. Moet zijn werk zeer vaak overdoen (bijna alles herbeginnen).

F1. - F2. COMBINATIE KWALITEIT - SNELHEID

KWALITEIT	SNELHEID	TOTAAL
1	1	1
1	2	1
1	3	2
1	4	3
1	5	4

KWALITEIT	SNELHEID	TOTAAL
2	1	2
2	2	4
2	3	6
2	4	8
2	5	10
3	1	3
3	2	7
3	3	11
3	4	14
3	5	19
4	1	4
4	2	9
4	3	15
4	4	18
4	5	22
5	1	5
5	2	12
5	3	19
5	4	23
5	5	25

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van het College tot vaststelling van de voorwaarden tot toekenning van een tegemoetkoming in de bezoldiging en de sociale lasten gedragen door de ondernemingen met aangepast werk voor de gehandicapten die zij tewerkstellen.

Brussel, 13 maart 1997.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Ch. PICQUE,

Lid van het College belast met Bijstand aan Personen

H. HASQUIN

Voorzitter van het College



F. 97 — 1147

[C — 97/31163]

13 MARS 1997. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française fixant les conditions d'octroi d'une intervention dans la rémunération et les charges sociales supportées par les entreprises de travail adapté pour le personnel d'encadrement

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu l'article 8 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes publics;

Vu l'article 83, § 3 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'article 4, 1° des décrets des 19 et 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret de la Commission communautaire du 23 janvier 1997 visant à promouvoir l'intégration professionnelle des personnes handicapées, notamment l'article 19, alinéa 1^{er}, 2°;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 mars 1997 fixant les conditions et modalités d'agrément des entreprises de travail adapté;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 fixant la répartition des compétences entre ses membres;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature de ses actes, tel que modifié;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 janvier 1997;

Vu l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donné le 7 janvier 1997;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 31 janvier 1997;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de favoriser dès le 1^{er} janvier 1997 l'encadrement des travailleurs les plus gravement handicapés afin de prévenir toute conséquence perverse de l'application de la convention collective de travail n° 43septies du 2 juillet 1996 ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 10 février 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.